

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 625

Artikel: D'abord, subsister et manger
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012904>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ce Chili qui ne fait plus la «une»

Pour qui vient du Chili, raconter est difficile.

Certes, il y a l'émotion ressentie sur les lieux des succès de l'Unité populaire et du sanglant putsch militaire qui en a brisé l'espoir en 1973.

Mais surtout, si on y a vu des gens — c'est ce qui importe — et qu'on rapporte leurs propos, on les expose là-bas au risque d'être identifiés et donc inquiétés. Car le visiteur est inévitablement localisé et surveillé. Et celui qui s'exprime plus loin l'a été. D'où, à regret, l'absence de références et de noms précis dans ces notes et, indépendamment du choix habituel de DP, la raison de l'anonymat de la personne qui témoigne dans ces colonnes après un récent voyage.

Huit ans après le coup d'Etat de Pinochet, le Chili ne fait plus que très rarement la «une» des journaux. A la fin du mois de janvier, les grandes agen-

ces de presse mondiales (et américaines) rendaient compte des obsèques de l'ancien président Eduardo Frei et ne pouvaient taire ces cris de la foule à l'endroit de Pinochet: «Assassin, assassin!». Mais pour quelques coups de projecteur, quels silences le reste du temps!

Et depuis des mois, depuis des années, voici la solidarité, réelle, passionnée, de ceux qu'Allende avait éveillés à l'histoire du Chili, voici notre solidarité mise à l'épreuve d'informations fragmentaires, souvent incontrôlables, distillées au compte-goutte par de lents canaux.

A l'heure où l'attention internationale est encore mobilisée par les événements polonais, il est exclu d'oublier le Chili. A la fois parce que son actualité quotidienne n'a pas cessé de nous concerner, et parce que ce pays nous apprend combien est cruciale l'épreuve du temps pour la solidarité active. Quelques colonnes de DP, cette semaine et la suivante, à un ami de toute confiance, pour ne pas perdre le Chili en route. (Réd.)

D'abord, subsister et manger

Pour le touriste européen atterrissant à Santiago et gagnant le centre de cette cité de quelque trois millions d'habitants, il n'y a guère de surprise, si ce n'est l'inversion des saisons: parti de Suisse au seuil de l'hiver, il se trouve au Chili, 27 heures plus tard, aux portes de l'été. Pour le reste, à première vue, le cœur de la ville répond aux schémas de notre Vieux-Monde: grandes rues commerçantes, certaines réservées aux piétons, hauts édifices modernes, banques et commerces confortables, boutiques de grand luxe. Ordre et propreté. Des employés déambulent, dont la tenue s'harmoniserait à celle de leurs collègues de Genève ou de Zurich.

Sur la belle Plaza de Armas, quadrilatère arborisé bordé par des bâtiments anciens comme la cathédrale et la poste centrale, dont le réaménagement vient d'être inauguré — «Le régime se soucie plus de l'esthétique que de l'éthique», m'y fera observer un dissident — un jeune homme poussant un chariot vide aborde poliment le photographe (très) amateur que je suis: «Vous travaillez pour un journal?» Il me fait noter combien tout est serein: il n'y a pas de désordre dans la rue (sous-entendu: ce n'est pas comme «avant»?). C'est vrai. Je l'avais constaté tout seul, sans son aimable propagande. Je pourrais le raconter dans le «Journal de Genève», et le grand quotidien «El Mercurio», pilier du régime en place, ne manquerait pas de rapporter avec fierté la bonne opinion exprimée sur son pays. Car c'est important pour la junte militaire.

Cette impression de tranquille normalité, on peut l'éprouver en toute sincérité si on borne ses promenades au centre de la capitale et qu'on loge au modernissime San Cristobal Sheraton en allant admirer les paysages magnifiques et divers que le Chili offre sur ses 3500 km de latitude. Le pays vu au travers d'un filtre, en passant. On peut en effet ne pas attacher trop d'attention aux carabiniers qui se promènent partout, quoique moins visiblement dans le centre, la mitrailleuse au côté négligemment pointée vers les passants. Et si, d'un car pullman, on aperçoit quelques mendiants, rien à dire: on n'est pas en Suisse...

SUR SES GARDES

«Ne rien vouloir savoir de rien, c'est l'attitude apparente du Chilien» me dira l'avocat d'un syndicat: chacun se méfie de chacun ou, tout au moins, se tient sur ses gardes. Il suffit de si peu pour indisposer et perdre alors son emploi, si on en a un, ou compromettre les maigres chances d'en obtenir un, si on n'en a pas.

Car le problème numéro un de M. Toutlemonde au Chili, c'est de subsister. Le chômage est officiellement de l'ordre de 10%. C'est sans compter les «bénéficiaires» du PEM, plan officiel d'emploi minimum, qui reçoivent un salaire de 1300 pesos par mois, soit un peu plus de 62 francs suisses (oui, soixante-deux, il ne manque pas un zéro). Sans compter non plus ces innombrables vendeurs d'objets divers, colifichets, jouets, stylos, linges, etc., qui offrent leurs marchandises sur chaque mètre du trottoir de l'Alameda Libertador, ni les marchands de fruits qui y rivalisent de la voix pour ne pas vendre grand-chose.

AU NIVEAU SUISSE

Or, même si ces comparaisons laissent une marge de discussion, le prix de la vie n'est pas beaucoup moins élevé qu'en Suisse: la nuit dans une chambre

d'hôtel modeste (pas le Sheraton), avec douche, coûte 66 francs, sans le petit déjeuner (Fr. 6.—). J'ai payé 14 francs un repas tout simple dans un restaurant sans prestige, sans vin; en wagon-restaurant, un dîner à peine plus copieux me reviendra à 40 francs. Les loyers sont à peu près au même chiffre qu'en Suisse. Le kilo de sucre coûte Fr. 1.20; le kilo de pommes de terre Fr. 0.50; le kilo de fromage Fr. 11.—; une douzaine d'œufs Fr. 2.— et le lait en poudre Fr. 5.50. L'écolage mensuel dans une école secondaire, en externat, revient à Fr. 200.— par mois (au vu des revenus, cela y réduit beaucoup l'accès). Le ticket de métro se paie Fr. 0.50.

Cela posé, les salaires sont sans commune mesure avec ceux que nous connaissons. Le gain mensuel d'un ouvrier: autour de Fr. 200.—. Vers le nord du pays, un propriétaire de mine me fournira des ordres de grandeur: un mineur gagnerait 300 à 475 francs par mois (à Santiago, on me dira que mon informateur a forcé ces chiffres); un instituteur 760 à 950 francs; un conducteur d'autobus, en ville 475 à 715 francs et pour des trajets interurbains 715 à 950 francs. Mais un carabinier gagne 950 à 1450 francs et un officier de carabiniers 1430 à 2850 francs; ils ont d'ailleurs d'autres avantages (logement, voiture, etc.). Ces gains ne sont sans doute que des approximations; encore sont-ils fournis par un partisan du régime.

MISÈRE ET OPULENCE

Dans ces conditions, on comprend la source des préoccupations alimentaires prioritaires des Chiliens, qui sont le problème lancinant de leur existence. Et cela reste le souci des opposants, qui doivent aussi et d'abord vivre et nourrir leur famille avant de déployer leur activité politique clandestine, entravés encore par la surveillance omniprésente.

SUITE AU VERSO

LIBERTAD

Une légalité sur mesure

Sur les pièces de monnaie frappées par le gouvernement, on lit «Libertad, 11-IX-1973». La date du coup d'Etat sanglant, avec l'image d'un ange brisant les chaînes qui liaient ses poings. Malgré une propagande partout présente en faveur du pouvoir («Dans l'ordre et la paix, le Chili avance», lit-on dans la rue) ou contre le communisme (on voit beaucoup, aux devantures, un opuscule à couverture sinistre, silhouettant de noir une tête encagoulée: «Terrorisme communiste»), la liberté du peuple chilien est actuellement beaucoup plus un slogan qu'une réalité. Car l'anticommunisme prôné fait de tout démocrate un communiste. Si, au Chili, la liberté a un sens, c'est donc comme une conquête qui reste à faire.

Depuis le coup d'Etat, le Chili «libéré» vit sous un état d'exception périodiquement renouvelé, assurant tous les pouvoirs aux militaires, et particulièrement au général Pinochet. Entrée en vigueur le 11 mars 1981, la nouvelle constitution n'a rien changé à cela, sinon que M. Pinochet est devenu président de la République, ce qu'il prétendait être déjà, et qu'il s'est vu confirmer des pouvoirs exceptionnels pour restreindre les libertés. C'est l'article 24 des dispositions transitoires de cette constitution qui prime pour cela, avec cette clause: «Les mesures adoptées en vertu de la présente disposition ne seront susceptibles d'aucun recours.» Au Vicariat de la Solidarité, on m'a montré que, même cette légalité sur mesure, le régime et sa Centrale Nationale d'Informations (ex-DINA) ne la respectent pas. Que Pinochet se soit, pour l'occasion, installé au Palais de la Moneda, remis à neuf après les bombardements dans lesquels le président Allende a perdu la vie, ne modifie que des apparences. «L'assassin revient toujours sur les lieux de

son crime», avaient alors tracé des mains hardies sur certains murs de Santiago.

La nouvelle constitution, qui institutionnalise le régime, est à bien des égards un monstre juridique, même dans celles de ses dispositions qui ne s'appliquent pleinement que dans sept ou huit ans: «Tout acte d'une personne ou d'un groupe de personnes visant à propager des doctrines qui portent atteinte à la famille ou qui préconisent la violence ou une conception de la société, de l'Etat ou de l'ordre juridique de caractère totalitaire ou fondé sur la lutte des classes, est illicite et contraire à l'ordre institutionnel de la République.» Je n'ai pas demandé si les gouvernants actuels ne devraient pas être poursuivis pour préconiser une conception de l'ordre juridique de caractère totalitaire et en mettant sur pied un type d'Etat nouveau...

Il est par ailleurs frappant de voir combien les valeurs culturelles de la terre chilienne sont absentes du pays. L'authentique musique chilienne, héritée de l'ère précolombienne et nourrie de l'apport hispanique, qui avait explosé avec l'Unité populaire au point de se répandre aussi en Europe, est quasiment absente de la radio et de la télévision du pays. C'est la culture nord-américaine qu'on impose. Il est vrai que les artistes chiliens de premier plan sont morts ou en exil.

La dénationalisation de l'industrie, qui tombe en mains étrangères, s'accompagne d'une reprivatisation d'entreprises d'Etat. Tel est le sort notamment de la santé publique, qui s'ouvre largement au commerce privé: on m'a parlé de victimes d'accidents ou d'autres urgences médicales décédées sur le seuil d'hôpitaux où elles n'auraient pu entrer que si l'on avait déposé préalablement une garantie. Un employé m'a expliqué qu'il s'est quasiment ruiné pour soigner le bras de sa fillette, atteinte d'une mauvaise fracture ouverte lors d'un jeu scolaire. On reste donc dans les problèmes économiques...

D'abord, subsister et manger

sente (ne pas téléphoner, ne pas circuler la nuit, même avant le couvre-feu, etc.). L'argent manque. Cet aspect économique frappe qui veut bien regarder les choses. Les habitations légères, sensiblement plus modestes que les baraques de chantier de chez nous, sans eau ni égout, que l'on voit ici sur des photographies, ne sont pas des exceptions pittoresques mises en avant par une propagande hostile au régime ou par des touristes en mal de pittoresque: de très larges couches de la population — s'il fallait risquer un chiffre je dirais plus de la moitié — vivent entre ces cloisons de planches mal jointes, abritées par un toit de tôle; dans la campagne, des branchages prennent bien souvent la place des planches comme des tôles.

A cette pauvreté extrême s'oppose une richesse ostentatoire. Dans un quartier chic de Santiago, à Las Condes, j'ai vu des «villas» qui sont de véritables palais et soutiendraient avantageusement la comparaison avec ce que j'ai aperçu de plus luxueux en Suisse: construction de marbre, meubles de style, tapis de prix, personnel abondant, courts de tennis et piscine, parc à la française. Là, on est pour Pinochet et on me l'a dit sans que je le demande. A quelques kilomètres des bicoques et des enfants qui mendient du pain aux conducteurs arrêtés aux feux rouges.

Ce contraste est bouleversant.

A cette inégale répartition des richesses, la réponse officielle est donc le libéralisme économique. Ce libéralisme qui permet à des Japonais d'écumer les côtes et de faire des coupes rases de forêts et pousse à exporter des aliments quand la population locale en manque n'a pas les succès économiques escomptés. Le Banco español était au bord de la banqueroute en novembre 1981 et deux de ses dirigeants, dont Raúl Sahli, d'origine suisse, furent arrêtés

sous l'inculpation d'escroquerie; mais l'autorité ne laissa pas le scandale d'une faillite éclater et préféra susciter l'intervention de la Banque centrale, tout en expliquant que cette intervention n'était pas contraire à la politique économique suivie dans le pays, mais tendait précisément à maintenir cette politique économique...

Depuis lors, il n'y a pas de semaine sans qu'une entreprise ne fasse faillite. Les licenciements de travailleurs sont chose commune.

Il est aussi frappant de constater au Chili combien peu de produits chiliens on trouve sur le marché; en revanche les marchandises importées foisonnent — si l'on a les moyens de les acheter — et, dans les

vitrines et partout, le panneau «importado» est affiché comme un attrait.

Ce pays mal développé dans lequel les industries locales ont été sacrifiées au marché étranger se veut ouvert à la consommation débridée: les voitures japonaises et les postes TV se multiplient tout comme la dénutrition. Dans les établissements publics, on ne vous offre pas du vrai café, mais toujours du Nescafé, apprêté au Chili par une filiale de Nestlé. Et quand j'ai voulu acheter quelques objets typiquement chiliens à rapporter à mon entourage, il m'a fallu beaucoup chercher parmi des pièces «made in Hong Kong» ou «in USA» pour en dénicher enfin.

A SUIVRE

LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Les enfants de Lota

Six cents kilomètres au sud de Santiago, j'irai à Lota, ville de mines de charbon. Un jardin botanique a été aménagé par Matthias Cousiño, premier propriétaire des mines, qu'une pancarte décrit comme son «œuvre légitime»; en statue, Matthias Cousiño trône, un mineur sortant de terre à ses pieds; on y vient par l'avenue Matthias Cousiño, qui passe devant l'église San Matthias...

Les inégalités ne sont pas d'aujourd'hui, mais elles se perpétuent et, m'a-t-on dit, s'accroissent. A Lota venait de se terminer une grève — légale — des mineurs: ceux-ci n'avaient plus rien à manger et les autorités empêchaient toute aide extérieure d'arriver. Dans les quartiers hauts de la ville, le long de chaussées terreuses bordées d'habitations misérables, je rencontre des enfants, amaigris et boursoufflés, dont la plupart sont couverts de pustules, affluant en

nombre dans l'espoir d'obtenir quelque chose, en une odeur qui eût été littéralement repoussante s'il n'y avait eu quelques sourires. Un prêtre me l'explique: les infections que je vois ne guérissent pas; la nourriture est insuffisante — du pain, surtout — et l'organisme ne se défend pas.

Allende avait assuré à ces enfants du lait chaque jour, sachant quels troubles irréversibles provoquait la malnutrition infantile. Le libéralisme économique absolu appliqué par les militaires au pouvoir depuis 1973 (c'est le seul domaine dans lequel ils prônent une liberté) n'a pas ces préoccupations: une enquête officielle, m'a-t-on rapporté, a établi l'an dernier que 70% des enfants au-dessous de dix ans présentent des troubles irréversibles — quoique pas tous graves — à cause de l'insuffisance ou du déséquilibre de leur alimentation.

J'ai repensé à ces enfants de Lota en collant sur mes cartes postales des timbres gaiement colorés proclamant «Année internationale de l'enfant»: mes correspondants ne croiront-ils pas que je raconte des histoires...?